

## la retraite ET...

**L**es luttes contre la nouvelle réforme des retraites, bien au-delà de questions techniques ou financières, opposent concrètement deux conceptions de notre société, l'argent roi ou l'humain d'abord.

Les noolibéralistes de tous poils, dans le cadre du libre marché déréglementé, veulent nous faire travailler toujours plus, plus tard et plus longtemps, avec une rémunération plus réduite encore. Ils rêvent de revenir à un monde où les individus travailleraient jusqu'à la mort.

Aussi, ils considèrent la retraite comme un fardeau dont il faut se débarrasser.

### Refus de la retraite couperet

Dans les mobilisations actuelles, avec les crises vécues : covid, conflits guerriers, catastrophes naturelles, la prise de conscience grandit que ce modèle de société remet en cause l'avenir même de la planète et des espèces. Une autre conception des rythmes de la vie, au travail et hors travail prescrit, apparaît nécessaire.

Aujourd'hui, la retraite ne doit pas être un couperet entre une période où le capital exploite les personnes comme on presse un citron et une période où les personnes âgées sont tenues à l'écart de la vie sociale. L'âge de la retraite doit devenir un moment où, comme tout au long de la vie, chacune et chacun, aura la possibilité de développer pleinement ses capacités de participer activement à la vie sociale, politique et culturelle, d'enrichir les autres de son expérience et de s'enrichir des échanges avec eux.

### La retraite enjeu de société

Les retraites sont un bien social commun dans la filiation directe du Programme des jours heureux du Conseil national de la Résistance. C'est de cela dont le macronisme, la droite et l'extrême-droite ne veulent pas. Une population en bonne santé, qui a du temps libre et qui peut bénéficier de ressources correctes quand l'âge de la retraite arrive est un élément clé de la société pour son développement.



Les retraité-e-s participent à la vie de la société et y apportent une contribution indéniable. Leur sort est le reflet du développement de notre civilisation. Il dit là où nous en sommes et le chemin que nous voulons prendre. La retraite constitue donc un droit pour chaque personne. Les cotisations qu'elle a ver-

sées tout au long de sa vie professionnelle ne sont pas un titre de propriété sur une part de capital soumis aux fluctuations du marché et aux éventuelles faillites, mais bien un droit protégé et garanti par la Nation, selon le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

### L'alternative

Une bonne retraite, avec de meilleures pensions et une nouvelle place des personnes âgées dans la société, fait partie d'un projet de société où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Daniel Junker

### DANS CE NUMÉRO

- Ukraine : ouvrir les chemins de la paix page 2
- Autonomie : l'urgence d'une loi grand âge page 3
- Retraité-e-s et personnes âgées : un monde en pleine évolution page 4

# la vie

## ouvrir les chemins de la paix

Alors que la crise économique et financière se développe en Europe et partout dans le monde, des conflits armés se multiplient sur la planète. Depuis près d'un an, la guerre sème à nouveau le chaos, la souffrance et la peur sur notre continent qui a déjà été le théâtre de deux guerres mondiales. À chaque grande crise économique, le capital a recours à la guerre pour sortir de l'impasse.

Nous devons nous interroger sur le rôle joué, au cours des trente dernières années, par les États-Unis et certains membres de l'OTAN qui se sont obstinés à vouloir implanter sans cesse de nouvelles bases aux portes de la Russie. Nous devons, pour la souveraineté de la France, exiger notre sortie de l'OTAN et la dissolution de cet organisme.

### Soutien militaire mais pas d'escalades guerrière

Aujourd'hui, l'heure est à la solidarité sans faille avec l'Ukraine, à laquelle nous devons apporter, avec d'autres pays alliés, tous les moyens de défendre pleinement son territoire. C'est dans ce cadre que doit continuer à s'inscrire notre soutien militaire, et non dans une escalade guerrière qui ne ferait que livrer un peu plus la population à un déluge de feu sans limites.

Alors que, depuis quelques semaines, les tabous sautent les uns après les autres, jusqu'à l'annonce de la livraison de chars lourds, avant peut-être celle d'avions de combat ou de missiles longue portée, il nous semble important de rappeler la volonté ini-

tiale du PCF de ne pas devenir cobelligérants en Ukraine.

### Tendre une main fraternelle

Notre soutien ne doit pas se réduire à la seule dimension militaire. Nous avons le devoir, tout aussi important, de venir en aide au peuple ukrainien, malmené, martyrisé, déplacé. Grâce au dévouement de ses maires, à l'action des bénévoles dans les associations, à la générosité des familles d'accueil de réfugiés, notre pays tend une main fraternelle à nos amis ukrainiens.

Cet engagement-là, humaniste et solidaire, est porteur d'espoir et de réconfort. Tout comme l'est la mobilisation courageuse, et bien souvent à contre-courant, des mouvements pacifistes en Ukraine et en Russie. Ils ont eux aussi tout notre soutien.

### Une solution diplomatique pour la paix

Mais la France doit maintenant s'engager bien plus fortement dans la recherche d'une solution diplomatique la plus rapide possible, dans le respect des droits nationaux inaliénables du peuple ukrainien. Chaque avancée dépend de la mobilisation de chacun et de tous car le risque d'une nouvelle guerre mondiale existe.

Ouvrir les chemins de la paix, en s'appuyant sur la force des peuples et l'engagement de la diplomatie, est donc plus que jamais la conduite la plus raisonnable.

Jean-Michel Cuvillier



# l'urgence d'une loi grand âge

Aujourd'hui, nous sommes loin des engagements formulés par le président E. Macron lors du congrès de la Mutualité en 2018 concernant l'élaboration d'une loi prenant en compte le grand âge.

Plutôt que respecter sa parole, le président a décidé de se lancer dans « un bras de fer » contre la population en engageant une nouvelle réforme des retraites, afin de faire supporter par les salarié-e-s et les retraité-e-s les largesses accordées au grand patronat, en exonérations de cotisations sociales et autres cadeaux.

### Sortir du bla-bla ministériel

Les mobilisations en cours, ponctuées d'immenses manifestations et de nombreuses grèves, démontrent le ras-le-bol de la population à l'encontre des politiques d'austérité concoctées par l'Union européenne au travers du Pacte de stabilité, appliquées avec zèle par le gouvernement Macron/Borne.

En pleine mobilisation, le Ministre de la Santé François Braun, en présentant ses vœux aux soignants, a promis de « sortir de l'enchaînement infernal des crises ». Parmi ses priorités, il indique la qualité de vie au travail ou la formation des paramédicaux concernant aussi le secteur médico-social.

Au-delà de ces propos lénifiants, ses 10 priorités pour 2023 ressortissent du « bla bla » et de promesses fumeuses :

- aucun engagement précis et chiffré pour des mises en formation d'étudiant-e-s en médecine permettant d'alimenter pour l'avenir les nombreux postes vacants dans les EHPAD ou au niveau des services à domicile ;
- aucun moyen financier dégagé, alors que 10 à 15 milliards €/an seraient nécessaires dans le secteur médico-social pour répondre aux besoins.

### Sortir des banalités ministérielles

Le Ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes âgées, Jean-Christophe Combe, s'est lui aussi contenté de banalités lors de sa rencontre avec la presse le 24 janvier dernier.

Il prévoit des états généraux de lutte contre la maltraitance sur des adultes vulnérables, de février à juillet prochain. Il envisage une régulation et une moralisation du secteur. Il travaille avec les départements sur les questions de répartition des compétences.

Avec de telles perspectives, il n'y a rien à attendre de la prochaine feuille de route prévue pour mai 2023.

### Exigence d'une loi cadre et de mesures concrètes

Avec d'autres organisations comme la Fédération hospitalière de France (FHF) ou la Fédération nationale Avenir et qualité de vie des personnes âgées (FNAQPA), le Parti communiste français exige l'élaboration d'une loi cadre de société pour le grand âge.

Le PCF revendique la mise en formation d'étudiant-e-s en médecine à la hauteur des besoins pour les années à venir avec l'objectif d'embauche de 200 000 personnes dans les EHPAD ; 100 000 personnes dans le secteur du domicile, dans le cadre d'un grand service public de l'autonomie.

Le PCF revendique l'intégration du droit à l'autonomie dans la branche maladie de la Sécurité sociale, financé par les cotisations sociales, et la suppression de la 5<sup>e</sup> branche autonomie financée par la CSG.

### Dégager les moyens financiers

Tout comme pour les retraites, les moyens financiers nécessaires pour satisfaire ces exigences existent.

Pour cela, il est nécessaire :

- d'en finir avec les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient le patronat et ses actionnaires (73 milliards € dans la Loi de financement de la Sécurité sociale 2023).
- de taxer les revenus financiers (toujours plus élevés)
- d'assurer l'égalité salariale entre les femmes et les hommes (9 milliards € à récupérer).

Daniel Blache



## un monde en pleine évolution

Plus de 20 millions de retraités-es et de personnes âgées, soit 20 % de la population, vivent dans notre pays. Ces données, en constante évolution numérique, bouleversent aussi la vie économique, sociale et politique de la France.

D'ici quelques décennies, ces chiffres vont être largement dépassés, atteignant près de 30% dans des conditions plus difficiles au fur et à mesure de l'arrivée de générations ayant subi les crises successives réduisant leur niveau de vie.

### Un constat grave

L'espérance de vie de vie en bonne santé stagne et les conditions de vie se dégradent fortement. Les conquies de la Libération sont gravement remis en cause. L'âge de départ en retraite recule de plus en plus vite, un an entre les générations 1949 et 1953. Les fins de carrière se concluant dans le chômage et les emplois précaires obligent à surseoir les départs en retraite.

Les retraité-e-s voient leur niveau de pension fondre en raison du blocage imposé par les gouvernements et de la désindexation sur le salaire mensuel moyen. En trente ans, les retraités-es auront perdu plus de 20% de leur retraite. La pauvreté pénètre dans les foyers de retraité-e-s et les augmentations des coûts de l'alimentation, du logement, des soins de santé les affectent particulièrement.

### La colère enfle

Cette catégorie de la population est donc la première victime des mesures gouvernementales. La colère s'accumule parmi cette population que le pouvoir tente d'opposer aux actifs-ves et à la jeunesse. Une population dont on connaît la contribution qu'elle apporte à la vie sociale, sociétale et politique.

Elle est, en ce moment, atteinte dans cette civilité avec le recul de l'âge de départ en retraite. Les jours heureux de pouvoir vivre enfin une vie à soi, hors du travail prescrit, pour sa famille, pour la société est en train de disparaître.

### Organiser le combat avec les retraité-e-s

Le PCF est attentif à leur place dans la société et à leur devenir jusque dans la fin de leur vie. Une fin de vie qui deviendra plus difficile avec le recul de l'espérance de vie en bonne santé, plus précaire en matière de santé, de logement à domicile ou en EHPAD, de culture.

Notre parti se doit de se préoccuper de ces questions afin de garder le contact avec les personnes âgées par une présence organisée des communistes parmi les retraité-e-s. L'organisation des vétérans se doit d'être plus soutenue dans ses activités et nos structures ont besoins d'une réflexion communiste plus appropriée.

Un collectif fonctionne, mais il a besoin d'être renforcé au niveau national et dans chaque Fédération.

Les retraités-es comptent dans la vie politique, leur isolement est une arme idéologique de l'adversaire de classe.

Le congrès en fera une des conditions systémiques de la place des communistes pour des jours heureux.

Bernard Lamirand



Nom, prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Mail \_\_\_\_\_ signature \_\_\_\_\_

Pour recevoir *Plein Temps* à l'adresse ci-dessus

je verse..... euros

Découper et adresser à:  
PCF/Collectif Activité en direction des retraité-e-s  
2 place du Colonel Fabien 75167 Paris cedex 19

### pour recevoir *Plein Temps* par la poste

Édition trimestrielle, *Plein Temps* est élaboré par le collectif *Activité en direction des retraité-e-s* du PCF. Il est transmis via internet.

Toutefois, nombre de **lecteurs et lectrices, retraité-e-s ou pas**, souhaitent recevoir un exemplaire papier chez eux. C'est possible, en nous faisant parvenir son adresse (*bulletin ci-contre*) et un chèque de 10 euros minimum qui couvrira les frais d'envoi pour un an.

**Nous appelons les abonnés à renouveler leur aide chaque année.**